

## 16 le monde

Rwanda / Fin de partie pour Bagosora et deux autres officiers

## Prison à vie pour génocide



LE COLONEL Bagosora a toujours nié qu'il ait parlé de « préparer l'Apocalypse » : environ 800.000 morts. © GIANLUIGI GUERCIA/AFP.

## LE COLONEL Bagosora condamné pour génocide et pour la mort des dix Casques bleus belges et du Premier ministre.

Entré dans sa dernière ligne droite avant la clôture de ses travaux, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui siège à Arusha, en Tanzanie, a rendu le plus attendu de ses jugements : le colonel Théoneste Bagosora a été condamné à la prison à vie. Deux autres accusés ont été condamnés à la même peine : le lieutenant-colonel Anatole Nsengyumva et le chef du bataillon paracommando dans la zone de l'aéroport de Kigali, le major Aloys Ntabakuze. Tous sont accusés de « génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité ».

Cependant, le jugement a réservé deux surprises de taille : le brigadier général Gratien Kabiligi,

ancien responsable des opérations militaires à l'état-major de l'armée, a été acquitté et le tribunal a ordonné sa remise en liberté. Quant à Bagosora et aux deux autres inculpés, le tribunal les a acquittés du crime d'« entente en vue de commettre un génocide » avant le 7 avril 1994. Cette qualification recouvre l'élaboration collective du « projet génocidaire » et les préparatifs nécessaires à son exécution.

Le refus de retenir la préméditation a été immédiatement salué par l'avocat de Bagosora qui a assuré que « cela remettait en cause toute l'historiographie du Rwanda ». En effet, le colonel Bagosora est généralement présenté comme le « cerveau du génoci-

de », celui qui aurait conçu et mis en œuvre la « machine à tuer » que représentaient les miliciens Interhahamwe. Ces derniers avaient été recrutés, entraînés, armés et endoctrinés afin qu'ils éliminent la population tutsie considérée comme un « ennemi intérieur », complice supposée du Front patriotique rwandais. C'est parce qu'il était soupçonné d'avoir préparé cette « Apocalypse » qu'il avait annoncé que le colonel Bagosora s'était vu décerner le terrible surnom de « cerveau du génocide ». Jusqu'à ce jour, aucun accusé du TPIR n'a été reconnu coupable de préméditation du génocide.

Le jugement a cependant été salué par le représentant à

Arusha des autorités de Kigali, qui a déclaré : « La Chambre a reconnu que Bagosora avait de l'autorité sur les génocidaires », ajoutant « de toute façon, dès qu'il y a génocide, il y a planification ». Rappelons toutefois que Bagosora, ses défenseurs et ses partisans ont toujours assuré que les massacres n'avaient pas été planifiés (malgré les distributions d'armes dans la population et l'élaboration de listes de personnes à éliminer), et qu'il ne s'agissait que d'une « manifestation de colère spontanée » à la suite de l'attentat du 6 avril contre l'avion du président.

Les juges d'Arusha ont considéré que le colonel Bagosora, qui à l'époque était un officier à la re-

traite, avait pris le contrôle effectif des forces armées rwandaises après que le chef d'état-major de l'armée, le colonel Déogratias Nsabimana, eut lui aussi trouvé la mort aux côtés du président.

S'il écarte la préméditation avant le 6 avril, le tribunal a conclu à la responsabilité du colonel Bagosora dans l'assassinat, le 7 avril, de la Première ministre de l'époque, Agathe Uwilingiyimana. Cette dernière, ainsi que plusieurs Hutus dits modérés, représentait en effet une issue légale à la crise et elle fut assassinée alors qu'elle se préparait à prononcer à la radio un discours soulignant la continuité du pouvoir.

**Jusqu'à ce jour, aucun accusé du Tribunal pénal international n'a été reconnu coupable de préméditation du génocide**

La responsabilité du colonel Bagosora est également retenue dans le cas des dix Casques bleus belges : ces derniers n'ont pas seulement été tués parce qu'ils protégeaient M<sup>me</sup> Uwilingiyimana, mais surtout parce que les autorités qui avaient pris le pouvoir spéculaient sur le fait qu'à la suite de ces assassinats, la Belgique allait retirer ses Casques bleus. Les Belges formaient le contingent le plus opérationnel et le mieux équipé de la force de l'ONU au Rwanda. Le colonel Bagosora est également reconnu coupable d'être impliqué dans des massacres de Tutsis arrêtés à des barrages routiers à Kigali et dans sa région natale à Gisenyi.

Emprisonné depuis janvier 1997 à Arusha, le colonel Bagosora a toujours refusé de reconnaître la réalité du génocide et a toujours nié qu'il ait parlé de « préparer l'Apocalypse ». Ce déni de la réalité avait été pris comme exemple par les milieux négationnistes et surtout par les groupes de Hutus armés qui, depuis quinze ans, se trouvent toujours au Congo où ils exploitent et terrorisent les populations civiles plus qu'ils ne menacent le régime de Kigali. ■ COLETTE BRAECKMAN

► P.20 L'ACTEUR

BREF

**PRISONS**  
« Même le diable n'aurait pu créer Guantánamo »



© SHAWN THEW/EPA.

Mustafa Ait Idir, 38 ans, un des cinq ex-détenus d'origine algérienne libérés en novembre par la justice américaine de la prison de Guantánamo, a raconté jeudi son séjour de près de sept ans dans ce lieu que, selon lui, « même le diable ne pourrait créer ». « Personne ne peut imaginer combien c'était terrible. Même le diable n'aurait pu créer un endroit aussi mauvais », a expliqué M. Idir, deux jours après son retour en Bosnie, pays dont il possède la nationalité. M. Idir assure avoir été interrogé et battu plus de 500 fois pendant son incarcération par ses geôliers qui utilisaient, selon lui, des gaz lacrymogènes. Cet informaticien de profession, qui a rejoint à Sarajevo son épouse et leurs trois enfants, affirme que personne ne lui a jamais dit pourquoi il était détenu sur la base militaire américaine à Cuba. Jeudi soir, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, repris dans le futur gouvernement Obama, a fait savoir qu'il avait demandé à son équipe de préparer un plan pour fermer Guantánamo. (afp)

ÉTATS-UNIS

**Le plan de relance pourrait atteindre 850 milliards**

Le président-élu Barack Obama est en train de peaufiner son plan de relance de l'économie américaine qui pourrait avoisiner les 850 milliards de dollars (580 milliards d'euros) sur deux ans. Pour que le Congrès accepte ce vaste plan de dépenses publiques, l'équipe Obama a déjà prévu des réductions d'impôts pour les classes moyennes et défavorisées. Comme les grands travaux lancés durant la Dépression des années 1930, le plan prévoit d'investir dans les routes, les ponts et d'autres infrastructures, mais aussi de construire et de rénover des écoles, de rendre les bâtiments fédéraux plus économes en énergie et de développer les technologies écologiques. D'autres mesures prévoient des tickets alimentaires et des programmes nutritionnels, ou encore des formations destinées aux demandeurs d'emploi. Les conseillers d'Obama assurent qu'il n'y aura pas d'augmentation des impôts pour les classes aisées. (apf)

EN DEUX MOTS

**Mobilisation.** Le Pentagone va mobiliser des milliers de militaires pour protéger Washington de tout attentat lors de la cérémonie d'investiture de Barack Obama, qui devrait attirer des millions de personnes, selon un haut responsable militaire. (afp)  
**Est-Ouest.** Les contacts de haut niveau entre la Russie et l'Otan, gelés depuis le conflit géorgien, reprendront ce vendredi avec un déjeuner entre le secrétaire général de l'Alliance et l'ambassadeur de Russie auprès de l'Otan, a indiqué jeudi un responsable de l'Otan. (afp)

BREF

GÉORGIE

**Progrès des pourparlers de Genève avec la Russie**

Les Russes et les Géorgiens qui se sont retrouvés à Genève pour le troisième round de discussions depuis le conflit d'août, se sont rapprochés d'un accord sur un mécanisme de sécurité, ont indiqué jeudi les organisateurs de ces rencontres. « Sur les dix questions importantes sur la table, seulement deux questions n'ont pas été résolues », a expliqué le représentant de l'ONU en Géorgie, le Belge Johan Verbeke, à l'issue des deux jours de discussions sous l'égide de l'Union européenne, l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les susceptibilités restent vives entre les parties, mais les organisateurs jugent malgré tout que les progrès sont manifestes après les débuts plus que chaotiques du processus. (afp)

Italie / Le « Mani Pulite » du centre gauche éclaboussé par les scandales

## Veltroni veut un grand nettoyage

ROME DE NOTRE CORRESPONDANTE

Depuis quelques jours, en Italie, on se croirait revenu en 1992, lorsque les nouvelles du matin s'ouvraient avec l'annonce de nouvelles arrestations, de politiques et d'entrepreneurs accusés de concussion et de corruption. C'était l'époque du grand nettoyage de « Mani Pulite » (mains propres) qui a fait disparaître toute une classe politique et provoqué plus d'un suicide, surtout parmi les entrepreneurs qui arrosaient les politiques pour entrer dans leurs bonnes grâces.

Les mises en examen et les arrestations se multiplient avec une accélération spectaculaire, surtout parmi les élus locaux du PD (parti démocrate) de Walter Veltroni, que l'on croyait à l'abri

de ce genre de scandales.

Fin novembre, à Naples, un conseiller municipal, Giorgio Nunges, membre du PD, assigné à résidence pour instigation à la violence au cours de la crise des poubelles de l'an dernier, s'est suicidé. Un peu trop pour une implication dans une manif ! Nunges savait probablement qu'il était aussi sous enquête pour une autre affaire, bien plus grave. Ce mercredi, il aurait reçu un nouveau mandat d'arrêt, en même temps que treize autres personnes. Parmi celles-ci, deux conseillers municipaux du PD, deux anciens conseillers du même parti et l'un des plus importants entrepreneurs de Naples, Alfredo Romeo. Tous sont accusés de « dilapidation des ressources publiques », à travers des appels d'offres truqués

d'une valeur de près de 400 millions d'euros. Deux députés sont également impliqués, l'un, Italo Bocchino d'Alliance nationale (centre droit) et l'autre, Renzo Lusetti... du PD.

Enchaîné à l'entrée du journal

Entre ces deux épisodes napolitains, le maire de Florence, Leonardo Domenici, du PD lui aussi, soupçonné de corruption également, a clamé son innocence en s'enchaînant, le 7 décembre, devant l'entrée de la rédaction du quotidien *La Repubblica*, en accusant les médias. Journaux et télé ne parlent que de ce nouveau « Mani Pulite », en se battant pour qui publiera de plus larges extraits d'écoutes téléphoniques. Lundi dernier, le maire de Pescara (Abruzzes), Luciano D'Alfon-

so, secrétaire régional du PD, était arrêté, toujours pour les mêmes raisons. Le lendemain, mardi, le parquet de Potenza (Basilicate) interpellait le directeur de Total Italie, Lionel Levha, et plusieurs de ses collaborateurs, soupçonnés d'avoir distribué ou reçu des pots-de-vin dans des appels d'offres pour la gestion des gisements de pétrole de cette région du sud de l'Italie. Un député du PD, Salvatore Margiotta, serait également impliqué.

Il y a 15 ans, c'étaient les politiques qui commandaient ; maintenant, ce sont les entrepreneurs qui leur donnent des ordres. Veltroni annonce un grand nettoyage au PD. La « résolution de la question morale » sera au centre de la réunion de la direction du parti ce vendredi. ■ VANJA LUKSIC